




RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère

 Groupement Prévention et Evaluation des Risques	Service Prévention Nord (Brest-Morlaix) Tel : 02 98 34 56 43 ou 02 98 34 55 29	Service Prévention Sud (Quimper-Chateaulin) Tel : 02 79 18 12 64 ou 02 79 18 12 63
	✉ : grpt.prevention-evaluationdesrisques@sdis29.fr	

Procès-verbal de visite périodique Etablissement recevant du public de 3^e catégorie

Avis de la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest

Le groupe de visite de la commission de sécurité de l'arrondissement de Brest a visité l'établissement
le 12 octobre 2023

Dénomination	UBO – Centre Bouguen – Bâtiment D	
Adresse	20 Avenue Victor Le Gorgeu 29200 BREST	
Adresse électronique	Marielle.boucher@univ-brest.fr	
Activité	Etablissement d'enseignement et de formation	
N° de dossier Prévention	02293	
Classement	Type : R	Catégorie : 3 ^{ème}

Téléphone	0298016022 (permanence UBO)
Propriétaire	ACADEMIE DE RENNES
Exploitant	Mme Planchot-Ollivier

En application des articles R 143.42 du Code de la Construction et de l'Habitation et 42 du décret du 8 mars 1995 modifié relatif à la C.C.D.S.A, le maire doit notifier le résultat de sa visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

I. Textes Réglementaires

- Code de l'Urbanisme
- Code de la Construction et de l'Habitation
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n°2019101-0001 du 11 avril 2019 du Préfet du Finistère relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° 2017-079-0002 du 20 mars 2017 portant approbation du Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type R

II. Historique – Dérogations

- ⇒ Avis du service incendie du 11/05/1966, 04/10/1966, 07/04/1967, 26/10/1970 : construction initiale.
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique du 09/12/2005.
- ⇒ Procès-verbal de visite périodique : avis favorable de la commission de l'arrondissement de Brest du 13/01/2009

Rappel des conditions d'utilisation des salles de cours en fonction des effectifs et des dégagements :

- Les salles ne présentant qu'une seule issue, doivent être limitées à 19 personnes, l'affichage de l'effectif est à mettre en évidence sur la porte de ces locaux.
- Les salles dont l'effectif est supérieur à 19 personnes doivent comporter un deuxième dégagement
- Les salles dont l'effectif est supérieur à 50 personnes doivent être dotés de deux sorties judicieusement réparties, et dont l'ouverture se fait dans le sens de la sortie, ces issues étant par ailleurs signalées par un dispositif d'éclairage de sécurité.

- ⇒ 28/10/2014 : visite périodique de l'établissement. Avis favorable
- ⇒ 21/05/2015 : Avis de la SCD portant sur le principe de transfert horizontal des personnes handicapées en cas d'incendie présenté comme solution équivalente à des espaces d'attente sécurisés. Avis favorable.
- ⇒ 25/08/2016 : Avis de la SCD portant sur l'AT n° 0290191600166 relative à la réorganisation des composantes UFR Droit, IAE et UFR SSE. Dans le cadre des travaux, le maître d'ouvrage présente une nouvelle déclaration des effectifs afin de faire coïncider la largeur des dégagements avec le public admis dans les étages du bâtiment A. Avis favorable
Ces travaux sont toujours en cours au jour du passage du groupe de visite le 30/11/2017 (non réceptionnés).
- ⇒ 21/12/2017 : Procès-verbal de visite périodique . Avis favorable de la CA.
- ⇒ 16/12/2020 : Procès verbal de visite périodique et de réception (AT n° 0290191600166). Avis favorable de la CA.

Demande de dérogation :

Le 19 décembre 2002, la Sous-commission Départementale de Sécurité Incendie (voir procès-verbal de la visite périodique du 19/11/2002 de l'UFR de lettres de l'UBO) a admis les dispositions suivantes :

Dérogation au principe de surveillance du tableau de signalisation du SSI.A., dans le cadre d'une temporisation d'alarme incendie :

* l'article MS66.5 précise que toute temporisation d'alarme incendie est admise sous réserve que l'établissement dispose, pendant la présence de public, d'un personnel qualifié pour exploiter immédiatement l'alarme restreinte. L'article MS66.1 stipule que ce tableau de signalisation doit être visible du personnel de surveillance, tout report devant être limité à une distance permettant d'intervenir rapidement au niveau de ce tableau.

* l'emprise bâtementaire du site de l'U.B.O. ne permet pas une telle surveillance. L'organisation sécuritaire est basée sur une intervention des personnels du service technique, encadrés par un ingénieur sécurité. L'alerte de cette équipe sécurité se fait suivant 3 modes

(Document UBO joint au présent PV) :

- SSI.A. ⇒ Téléphone portable
- SSI.A. ⇒ GTC ⇒ téléphone portable
- SSI.A. ⇒ Télésurveillance ⇒ contrat téléphonique

Lors des différentes visites périodiques et essais réalisés à ces occasions, il est apparu que ces modes de transmission donnaient entièrement satisfaction.

Sous réserve d'aucune modification négative dans le principe actuel, cette dérogation est admise pour les UFR de l'UBO.

- o Organisation de la sécurité incendie présenté par l'UBO à la sous-commission départementale de sécurité incendie le 08/12/2005 (voir procès-verbal de l'UFR de sciences et techniques).

Placé sous l'autorité du Président de l'Université, la sécurité incendie est assurée par un ensemble de personnel dûment formé.

* Du lundi au vendredi (hors jours fériés)

- o De 08h00-12h15 & 13h30-17h30

Les alarmes incendie sont gérées par le personnel du service technique des ateliers sécurité, électricité, plomberie et menuiserie.

L'ensemble des personnels est formé aux fonctionnements de l'ensemble des dispositifs de sécurité (Système de Sécurité Incendie,...). Par ailleurs et depuis plusieurs années dans le cadre de la politique de prévention développée au sein de l'établissement, plusieurs personnels ont suivi les formations d'agent de sécurité incendie ERP1, 2 et 3.

- Ingénieur Hygiène et Sécurité : 1 x ERP 3
- Atelier sécurité : 2 x ERP 2
- Atelier menuiserie : 1 x ERP 2
- Atelier électricité : 1 x ERP 1
- Atelier menuiserie : 1 x ERP 1

Conjointement, les personnels administratifs présents au sein des secrétariats des Doyens et directeurs de site sont informés à T0 des alarmes déclenchées au moyen de reports délocalisés (type TR31 de chez SIEMENS).

- o De 12h15 à 13h30 et 17h30-20h30

Le personnel d'astreinte technique de l'UBO réceptionne et gère les alarmes incendie. Celui-ci est informé des alarmes incendie via les dispositifs de report d'alarme incendie existants (appel téléphonique du centre de télésurveillance).

- De 20h30-08h00

Un centre de télésurveillance réceptionne les alarmes incendie ; Elle détache sur site un personnel de gardiennage formé à la manipulation des Systèmes de Sécurité Incendie. En cas de sinistre confirmé, elle informe l'astreinte technique UBO de l'Université (tel. 02.98.01.73.33).

- Du samedi 08h00 au lundi 08h00.

Un centre de télésurveillance réceptionne les alarmes incendie ; Elle détache sur site un personnel de gardiennage formé à la manipulation des Systèmes de sécurité Incendie. En cas de sinistre confirmé, elle informe l'astreinte technique UBO de l'Université (tel. 02.98.01.73.33).

Le 12 janvier 2012, cette demande de dérogation a été remis en question et a fait l'objet d'un avis défavorable à sa reconduite par la sous-commission départementale.

Ce courrier stipule notamment que l'UBO doit se conformer aux exigences du règlement de sécurité en terme de gestion et de surveillance des différents SSI sur l'ensemble des sites de l'UBO.

L'UAE, tel qu'elle est exploitée actuellement ne peut satisfaire pleinement à cette obligation.

Pour mémoire, la sous-commission de sécurité conclut son procès-verbal par la mention suivante :

« Il appartient au chef d'établissement d'organiser la surveillance de ces SSI et alarmes incendie, de formaliser cette surveillance de façon écrite, à raison d'un document par site, et d'annexer ce document au registre de sécurité du site concerné. L'ensemble de ces documents doit être transmis à très court terme au service prévention du SDIS29. »

III. Description sommaire

Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

PI/BI/REI	Numéro	Débit/Volume (m ³ /h, m ³)	Distance (m)	Conformité
PI <input checked="" type="checkbox"/>	230	218 m ³ /h	100	Conforme <input checked="" type="checkbox"/>
PI <input checked="" type="checkbox"/>	5012	89 m ³ /h	160 m	Conforme <input checked="" type="checkbox"/>
PI <input checked="" type="checkbox"/>	671	128 m ³ /h	180 m	Conforme <input checked="" type="checkbox"/>

Descriptif

L'ensemble «centre Bouguen» occupe les anciens bâtiments de la faculté des Lettres. Ces bâtiments sont au nombre de 4 auxquels il faut rajouter un bloc « amphithéâtre ».

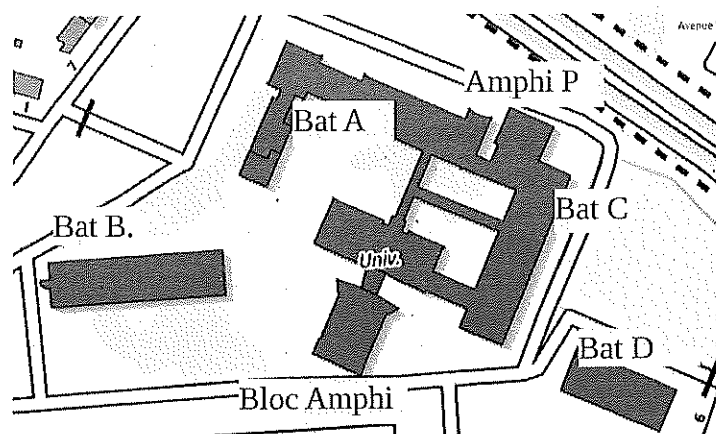
Ces bâtiments sont dénommés A - B - C et D.

Le bloc des amphithéâtres est accolé aux bâtiments A et C tout en étant séparé par un mur (son isolement au sens de l'article CO 7 est probable). Les bâtiments A, C et l'amphithéâtre P communiquent entre eux par deux galeries de liaison.

Le bloc - Amphi comprend 4 amphithéâtres répertoriés sous les appellations ci-après :

Grand Amphi	350 places
Amphi Nord	150 places
Amphi Sud	150 places
Amphi Universitaire	600 places

L'implantation de ces bâtiments sur le site est définie comme suit :



batiment A

Non isolé du bâtiment C, au niveau de l'amphithéâtre P

batiment B

Isolé

batiment C

Non isolé du bâtiment A, au niveau de l'amphithéâtre P

batiment D

Isolé

bloc amphithéâtre

Isolé

Descriptif

Etablissement d'enseignement de plain-pied.

Desserte :	2 voies d'accès.
Isolement Tiers :	Bâtiments isolés par rapport aux tiers.
Structures :	Béton.
Couverture :	Toiture terrasse étanchéité ou bacs acier.
Façade :	Conforme.
Distribution intérieure :	Compartimentage et cloisonnement traditionnel
Désenfumage locaux :	Non concerné
Désenfumage escaliers :	Non concerné
Chauffage :	Distribution d'eau chaude à partir d'une sous-station alimentée par le réseau urbain. 4 sous stations annexes dans les différents bâtiments desservis.

Eclairage de sécurité :	Blocs sur source centrale.
Appareil de levage :	1 ascenseur dans bâtiment : A – B – C.
Défense incendie extérieure :	P.I.
Ventilation	VMC dans le reste des bâtiments principalement les sanitaires.
Moyens extinction :	Extincteurs.
S.S.I :	SSI A - centrale dans le bâtiment A (local A017) relié à l'ensemble des bâtiments. (voir dérogation de 2005 – Présence d'une UAE en fac de sciences) ⇒ portes asservies ⇒ Pas de temporisation ⇒ Plénum amphi Nord, Sud, grand, et U : système de détection incendie par aspiration et chambre d'analyse. ⇒ Plénum amphi P : ligne optique. ⇒ 5 zones d'alarme (A, B, C + amphi P, D et bloc amphi)
Alerte :	TU

Calcul des effectifs – Classement – Dégagements

Effectifs

L'effectif du public a été calculé en prenant en application les articles GN 1 – GN 2 du règlement de sécurité et des dispositions particulières.

Bâtiment D

Niveau	Personnels	Etudiants	Effectif total	Nbre de sorties exigées		Nbre de sorties existantes	
				DN	UP	DN	UP
RDC	6	381	387	2	5	6	16

Classement

Bâtiment D

Type : R	Catégorie : 3^{ème}
-----------------	------------------------------------

Observation :

Déclaration d'effectif de Décembre 2020.

IV. Vérifications techniques

Les renseignements ci-dessous proviennent de documents présentés par le chef d'établissement (registre de sécurité, rapport de vérifications...) et sont synthétisés dans le PV relatif au dossier 02293.A.

V. Exploitation

Affichage des plans des locaux

Non réalisé.

Affichage et formalisation dans le registre de sécurité des consignes générales ou particulières

Non réalisés.

La commission de sécurité conseille de maintenir en position fermée les portes des locaux ou circulations en période nocturne. Cette disposition simple permet de limiter la propagation des fumées et des gaz de combustion. En fonction des impératifs liés à l'exploitation, cette recommandation vaut aussi pour les locaux d'hébergement.

Formation du personnel et du service de sécurité incendie (connaissance et mise en œuvre des organes de secours : alarme incendie, désenfumage, moyen d'extinction, coupure des fluides...)

Actions de formation :

- Formation réalisée en interne.

Organisation de la sécurité incendie (gestion de l'alarme, de l'alerte des secours, évacuation du public et personnel)

Voir avis de la SCD du 19/12/2002. Cette organisation est toujours en vigueur au jour du passage du groupe de visite.

Date du dernier exercice d'évacuation

01/03/2023.

Registre de sécurité (R 123-51) sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité, et en particulier:

- l'état du personnel chargé du service d'incendie
- les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap
- les dates des divers contrôles et vérifications techniques ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu.
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Document présenté au groupe de visite.

En application de l'article GN13, l'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation.

Mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap

En application de l'article R123-48 du CCH, le groupe de visite a évoqué avec l'exploitant les mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap.

Établissement concerné par les mesures de mise en sécurité des personnes en situation de handicap : Les principes fondamentaux d'évacuation définis par l'article GN8 sont pris en considération et réalisés dans l'établissement. En cas d'incendie, les mesures prévues sont les suivantes :

- transfert horizontal présenté comme une solution équivalente à des espaces d'attente sécurisés. (voir procès-verbal de la SCD du 21/05/2015). Aujourd'hui les principes ne sont pas spécialement portés à la connaissance des personnes handicapées identifiées.
L'emplacement des zones de mise en sécurité doit être associé aux plans d'évacuation affichés dans les établissements.

Rappel des opérations à réaliser en cours d'exploitation

Une fiche rappelant les opérations à effectuer en cours d'exploitation ainsi que des modèles d'attestation de vérification des installations techniques sont accessibles en téléchargement sur le site internet du SDIS du Finistère (<http://www.sdis29.fr>) dans l'espace prévention.

VI. Résultats d'essais ponctuels réalisés lors de la visite

Arrêt d'urgence électrique	Essai sectoriel réalisé : bon fonctionnement
désenfumage	
Issues de secours	Essai par sondage : bonne ouverture
Alarme incendie	Bon fonctionnement

VII. Modifications réalisées

Le chef d'établissement ou son représentant précise à la commission de sécurité que l'établissement n'a subi aucune modification depuis la dernière visite de sécurité.

En application des articles législatifs et réglementaires du Code de la Construction et de l'Habitation, les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donnée après avis de la commission de sécurité compétente. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements.

VIII. Prescriptions

Prescriptions à exécuter

- Procès-verbal de visite du 12/10/2023

Ensemble des bâtiments

N°1 (Rappel)

Satisfaire aux obligations réglementaires en matière de gestion du SSI et de prise en compte de l'alarme.

Les différentes observations et références réglementaires sont mentionnées dans le procès-verbal de sous-commission départementales du 12 janvier 2012.

Pour le site « centre Bouguen », il apparaît que le SSI est situé dans un local spécifique dont la surveillance ne peut être assurée par du personnel d'accueil.

N°2 (Rappel) Procéder à l'affichage des plans d'intervention et d'évacuation à jour de l'établissement en vue de faciliter la prise en compte de l'établissement par les secours. Article MS41 ' (en cours)

N°3 Poursuivre les travaux visant à distribuer l'ensemble des locaux en cloisonnement traditionnel comme prévu par la notice de sécurité à l'occasion de l'AT n° 0290191600166

Bâtiment D

N°4 Rendre accessible les organes de coupure électrique de l'établissement aux services de secours (possibilité d'installer une coupure d'urgence dans le hall inaccessible au public).

Article EL11.

IX. Avis

Dénomination	UBO – Centre Bouguen – Bâtiment D	
Adresse	20 Avenue Victor Le Gorgeu 29200 BREST	
Adresse électronique	Marielle.boucher@univ-brest.fr	
Activité	Etablissement d'enseignement et de formation	
N° de dossier Prévention	02293	
Classement	Type : R	Catégorie : 3 ^{ème}

Après avoir pris connaissance des éléments suivants :

- les textes réglementaires applicables,
- les documents présentés lors de la visite,
- les vérifications techniques réglementaires réalisées ou non,
- les conditions d'exploitation,
- l'analyse des prescriptions,
- les modifications réalisées,

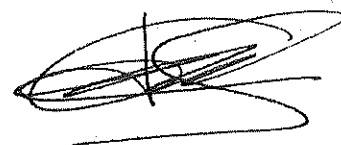
La Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Brest

émet, en date du mardi **07 novembre 2023** après délibération, dans le domaine de la sécurité incendie,
un avis

Favorable – Défavorable (1)
à la poursuite de l'activité de l'établissement

(1) rayer la mention inutile

La Présidente de la Commission,



Carine LE GALL

Dans le cadre d'un établissement dépendant de personnes de droit public, une copie doit être adressée à l'administration concernée – article R 143-16 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les destinataires du présent procès verbal sont avisés que les données figurant sur ce document sont prévues à l'article 2 de l'arrêté du 22 janvier 1998, relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste départementale des Etablissements Recevant du Public.